

## Des raisons de s'opposer à la poursuite du nucléaire

Au premier trimestre 2022, Macron va développer son programme « France 2030 », qui inclut notamment la poursuite de l'industrie nucléaire, avec construction de réacteurs et de mini-centrales. Ce plan nauséabond emprunt d'impérialisme sournois et d'un techno-solutionnisme décomplexé va permettre d'accroître les besoins énergétiques des années à venir.

Avec ses 56 réacteurs, la France est aujourd'hui le deuxième pays producteur d'énergie nucléaire au monde (dont la surproduction permet d'exporter à d'autres pays). Il s'agit donc de renouveler le parc nucléaire français alors que les quatre réacteurs les plus puissants, également les derniers à avoir été mis en fonctionnement, sont actuellement hors service.

Il s'agit de construire de nouveaux réacteurs tandis que l'industrie nucléaire ne sait toujours pas quoi faire des déchets produits. En effet, on peut rappeler le projet de CIGEO à Bure, très contesté et toujours pas validé, d'enfouissement des déchets, que l'État essaie de passer en force depuis plus de 20 ans. L'idée : enfouir les déchets les plus radioactifs de France (dont la moitié n'a pas encore été produite) dans des galeries à 500 mètres sous terre. Et hop ! Les magiciens cachent le problème sous le tapis, et ils osent appeler ça « la solution » aux déchets d'une industrie qu'ils veulent coûte que coûte poursuivre !

Les nucléocrates n'ont pas non plus la solution pour démanteler les centrales arrêtées. C'est par exemple le cas de plusieurs centrales, dont celle de Brennilis, en Bretagne, première mise hors service en 1985 ; et ce sera également le cas des prochains réacteurs qui seront arrêtés. Dans les années à venir, devra-t-on s'attendre à voir de plus en plus, à côté des poubelles nucléaires, des cimetières de vieux réacteurs abandonnés et fortement imbibés de radioactivité ?

À coup de propagande, les nucléocrates nous ont appris depuis des décennies à nous accommoder du nucléaire et du « risque nucléaire », comme s'il ne pouvait en être autrement. Or, les différentes luttes antinucléaires nous ont prouvé qu'il y a plein de raisons d'être contre cette industrie :

- Toute l'industrie du nucléaire représente des dangers conséquents (radioactivité, pollution des eaux, risques de fuites, risques d'explosions, cancers de la thyroïde, prolifération de l'arme nucléaire,..) de l'extraction de l'uranium, aux centrales, aux transports et au stockage des déchets.

- L'option du nucléaire « civil » permet de rentabiliser la recherche militaire, dont il est un sous-produit. Il accroît ainsi la militarisation de l'économie, tant dans la finalité que dans son organisation (surveillance des centrales, des convois, des usines de retraitement, répression sur les antinucléaires comme à Bure).

- La société nucléaire ne peut qu'être policière, hyper-centralisée et technocratique. La politique de dissuasion (chantage à la destruction) accroît la dépendance de nombreux pays ne détenant pas l'arme atomique, vis-à-vis des puissances nucléaires.

- De plus, le nucléaire assouvit l'impérialisme et le pouvoir colonial de la France sur les populations qui fournissent l'uranium (Niger, Kazakhstan,..), tout en délocalisant la pollution.

Dans ce contexte de grande bouffonnerie présidentielle, le terrain médiatique semble préparé pour la nucléarisation intensive des années à venir, quel que soit la.e candidat.e élu.e. Cette voie, celle du profit, de l'autoritarisme et d'un futur techno-fasciste, n'est pas la nôtre. C'est pourquoi nous continuerons coûte que coûte à nous y opposer, invitant avec nous tou-ttes les individuEs conscient-es de l'urgence de lutter contre la poursuite de l'idéologie destructrice des dirigeants.

À bas l'État et sa société nucléaire !

## Colloque pro-nucléaire du palais du Luxembourg : que crève la société nucléaire autoritaire !

24/01/2022

**SI VOUS LISEZ CE TRACT**, c'est que vous venez de passer devant le Palais du Luxembourg. A l'intérieur se tient actuellement un colloque intitulé : « *Nucléaire, une affaire industrielle, politique et climatique* ». <sup>1</sup>

Sous ses allures démocratiques, cet évènement n'est qu'un simulacre où tout est joué d'avance. En effet, il n'est nullement prévu d'y discuter de la pertinence de cette industrie, mais plutôt d'œuvrer à son acceptabilité auprès de la population, d'y vanter les mérites d'une prétendue « *économie de croissance durable* » dont le nucléaire serait l'étendard. Il suffit d'ailleurs de regarder la programmation pour s'en rendre compte, les intervenants sont exclusivement des responsables industriels et politiques pro-nucléaires, parmi lesquels :

- **Pierre-Marie Abadie**, directeur général de l'Andra (agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) en charge de CIGEO, projet très controversé d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure (Meuse).

- **Gérard Longuet**, ancien ministre de la Défense, sénateur de la Meuse, soutien indéfectible de CIGEO (et accessoirement ancien membre du GUD et d'Occident, groupuscules néo-nazis.)

- **Claude Imauven**, Président du Conseil d'administration d'Orano (ex-Areva) : multinationale spécialisée dans le combustible nucléaire ; également président du conseil d'administration d'Artelia : entreprise d'ingénierie engagée dans des projets avec Safran (armement), Shell (pétrole), et la société du Grand Paris Express.

Bon et ça n'est pas fini, les intervenants sont tous de cet acabit : des cadres d'EDF, un cadre du Commissariat à l'Énergie Atomique, un ancien dirigeant de la SNCF et d'Airbus aujourd'hui membre du conseil d'administration de Thalès (armement)...

Cet évènement est organisé par des médias de la classe dirigeante et patronale qui, en plus d'être pro-nucléaires, promeuvent des valeurs nationalistes, colonialistes, racistes et xénophobes. Il n'est pas étonnant de retrouver ici de telles idées, indissociablement liées au nucléaire, qui est le fer de lance d'un système capitaliste colonial et dégueulasse.

Il s'agit donc, au cœur du Sénat, d'une rencontre lobbyiste, d'« experts », qui sous couvert d'agir dans l'intérêt public ne font que favoriser leurs propres intérêts. Qu'il s'agisse de l'armement (avec la technologie atomique) ou d'entreprises développant le nucléaire (tel que NucAdvisor, qui œuvre à la construction de SMR, ou mini-centrales), ces « élites » font tout pour que la filière se poursuive et se développe massivement. Ainsi, une rencontre en cette période permet d'assurer les alliances et d'imposer la poursuite du nucléaire à la population (comme ça a toujours été le cas!), et ce, quel que soit le résultat des élections à venir.

<sup>1</sup> <https://www.passages-adapes.fr/colloque-nucleaire-2022/>

## Des raisons de s'opposer à la poursuite du nucléaire

Au premier trimestre 2022, Macron va développer son programme « France 2030 », qui inclut notamment la poursuite de l'industrie nucléaire, avec construction de réacteurs et de mini-centrales. Ce plan nauséabond emprunt d'impérialisme sournois et d'un techno-solutionnisme décomplexé va permettre d'accroître les besoins énergétiques des années à venir.

Avec ses 56 réacteurs, la France est aujourd'hui le deuxième pays producteur d'énergie nucléaire au monde (dont la surproduction permet d'exporter à d'autres pays). Il s'agit donc de renouveler le parc nucléaire français alors que les quatre réacteurs les plus puissants, également les derniers à avoir été mis en fonctionnement, sont actuellement hors service.

Il s'agit de construire de nouveaux réacteurs tandis que l'industrie nucléaire ne sait toujours pas quoi faire des déchets produits. En effet, on peut rappeler le projet de CIGEO à Bure, très contesté et toujours pas validé, d'enfouissement des déchets, que l'État essaie de passer en force depuis plus de 20 ans. L'idée : enfouir les déchets les plus radioactifs de France (dont la moitié n'a pas encore été produite) dans des galeries à 500 mètres sous terre. Et hop ! Les magiciens cachent le problème sous le tapis, et ils osent appeler ça « la solution » aux déchets d'une industrie qu'ils veulent coûte que coûte poursuivre !

Les nucléocrates n'ont pas non plus la solution pour démanteler les centrales arrêtées. C'est par exemple le cas de plusieurs centrales, dont celle de Brennilis, en Bretagne, première mise hors service en 1985 ; et ce sera également le cas des prochains réacteurs qui seront arrêtés. Dans les années à venir, devra-t-on s'attendre à voir de plus en plus, à côté des poubelles nucléaires, des cimetières de vieux réacteurs abandonnés et fortement imbibés de radioactivité ?

À coup de propagande, les nucléocrates nous ont appris depuis des décennies à nous accommoder du nucléaire et du « risque nucléaire », comme s'il ne pouvait en être autrement. Or, les différentes luttes antinucléaires nous ont prouvé qu'il y a plein de raisons d'être contre cette industrie :

- Toute l'industrie du nucléaire représente des dangers conséquents (radioactivité, pollution des eaux, risques de fuites, risques d'explosions, cancers de la thyroïde, prolifération de l'arme nucléaire,..) de l'extraction de l'uranium, aux centrales, aux transports et au stockage des déchets.

- L'option du nucléaire « civil » permet de rentabiliser la recherche militaire, dont il est un sous-produit. Il accroît ainsi la militarisation de l'économie, tant dans la finalité que dans son organisation (surveillance des centrales, des convois, des usines de retraitement, répression sur les antinucléaires comme à Bure).

- La société nucléaire ne peut qu'être policière, hyper-centralisée et technocratique. La politique de dissuasion (chantage à la destruction) accroît la dépendance de nombreux pays ne détenant pas l'arme atomique, vis-à-vis des puissances nucléaires.

- De plus, le nucléaire assouvit l'impérialisme et le pouvoir colonial de la France sur les populations qui fournissent l'uranium (Niger, Kazakhstan,..), tout en délocalisant la pollution.

Dans ce contexte de grande bouffonnerie présidentielle, le terrain médiatique semble préparé pour la nucléarisation intensive des années à venir, quel que soit la.e candidat.e élu.e. Cette voie, celle du profit, de l'autoritarisme et d'un futur techno-fasciste, n'est pas la nôtre. C'est pourquoi nous continuerons coûte que coûte à nous y opposer, invitant avec nous tou-ttes les individuEs conscient-es de l'urgence de lutter contre la poursuite de l'idéologie destructrice des dirigeants.

À bas l'État et sa société nucléaire !

## Colloque pro-nucléaire du palais du Luxembourg : que crève la société nucléaire autoritaire !

24/01/2022

**SI VOUS LISEZ CE TRACT**, c'est que vous venez de passer devant le Palais du Luxembourg. A l'intérieur se tient actuellement un colloque intitulé : « *Nucléaire, une affaire industrielle, politique et climatique* ».<sup>2</sup>

Sous ses allures démocratiques, cet évènement n'est qu'un simulacre où tout est joué d'avance. En effet, il n'est nullement prévu d'y discuter de la pertinence de cette industrie, mais plutôt d'œuvrer à son acceptabilité auprès de la population, d'y vanter les mérites d'une prétendue « *économie de croissance durable* » dont le nucléaire serait l'étendard. Il suffit d'ailleurs de regarder la programmation pour s'en rendre compte, les intervenants sont exclusivement des responsables industriels et politiques pro-nucléaires, parmi lesquels :

- **Pierre-Marie Abadie**, directeur général de l'Andra (agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) en charge de CIGEO, projet très controversé d'enfouissement des déchets nucléaires à Bure (Meuse).

- **Gérard Longuet**, ancien ministre de la Défense, sénateur de la Meuse, soutien indéfectible de CIGEO (et accessoirement ancien membre du GUD et d'Occident, groupuscules néo-nazis.)

- **Claude Imauven**, Président du Conseil d'administration d'Orano (ex-Areva) : multinationale spécialisée dans le combustible nucléaire ; également président du conseil d'administration d'Artelia : entreprise d'ingénierie engagée dans des projets avec Safran (armement), Shell (pétrole), et la société du Grand Paris Express.

Bon et ça n'est pas fini, les intervenants sont tous de cet acabit : des cadres d'EDF, un cadre du Commissariat à l'Énergie Atomique, un ancien dirigeant de la SNCF et d'Airbus aujourd'hui membre du conseil d'administration de Thalès (armement)...

Cet évènement est organisé par des médias de la classe dirigeante et patronale qui, en plus d'être pro-nucléaires, promeuvent des valeurs nationalistes, colonialistes, racistes et xénophobes. Il n'est pas étonnant de retrouver ici de telles idées, indissociablement liées au nucléaire, qui est le fer de lance d'un système capitaliste colonial et dégueulasse.

Il s'agit donc, au cœur du Sénat, d'une rencontre lobbyiste, d'« experts », qui sous couvert d'agir dans l'intérêt public ne font que favoriser leurs propres intérêts. Qu'il s'agisse de l'armement (avec la technologie atomique) ou d'entreprises développant le nucléaire (tel que NucAdvisor, qui œuvre à la construction de SMR, ou mini-centrales), ces « élites » font tout pour que la filière se poursuive et se développe massivement. Ainsi, une rencontre en cette période permet d'assurer les alliances et d'imposer la poursuite du nucléaire à la population (comme ça a toujours été le cas!), et ce, quel que soit le résultat des élections à venir.

<sup>2</sup> <https://www.passages-adapes.fr/colloque-nucleaire-2022/>